

Mutualiser pour calculer et exploiter les indicateurs à la bonne échelle : comment faire ?

Problématique

Si tous les acteurs s'accordent pour considérer l'évaluation comme un ingrédient fondamental d'une démarche de développement durable, quelques obstacles peuvent rendre encore délicate sa mise en œuvre. L'obstacle culturel est souvent mis en avant, les acteurs des politiques publiques étant pour la plupart peu familiers de la pratique évaluative.

L'intérêt du *référentiel pour l'évaluation des agendas 21 locaux*, est notamment de proposer des indicateurs clés pour aider à évaluer l'impact d'une stratégie locale de développement durable.

Mais s'ajoute ici une difficulté : la **disponibilité des données** nécessaires à l'élaboration de ces indicateurs.

La **technicité** requise pour s'approprier certaines données statistiques et construire des indicateurs utiles et fiables, la **multiplicité des informations** à recueillir, et le coût d'accès à certaines de ces informations, rendent encore ardue l'évaluation d'un Agenda 21 local.

Puisque la poursuite d'un développement local durable ne peut se faire que dans un dialogue entre les différents acteurs agissant sur un même territoire, il faut également imaginer des **collaborations entre acteurs** pour mutualiser le recueil de certaines données, rendant ainsi plus facile le calcul des indicateurs retenus pour piloter l'Agenda 21.

Le point de vue de...

Stéphanie HIRIARTE, Chargée de Mission, Pays Basque

Le projet de territoire du Pays Basque est reconnu Agenda 21 depuis 2007. Le renouvellement de la reconnaissance en 2010 s'est appuyé sur l'expérimentation du référentiel national d'évaluation (dont notre structure a été parti-prenante). A partir du référentiel, nous avons identifié les atouts et les faiblesses de notre stratégie actuelle, les pistes de travail et d'amélioration...

Ce travail a été réalisé en confrontant le point de vue de deux groupes : l'un composé d'acteurs de la société civile et d'élus, et l'autre de techniciens des collectivités engagées dans des démarches d'Agenda 21 ou des projets territoriaux de développement durable (SCOT...). Le Pays souhaitait **valoriser l'articulation de sa démarche avec celles menées à d'autres échelles**, du département à la commune.

Les techniciens ont souhaité, depuis, poursuivre la réflexion en travaillant sur une **base commune d'indicateurs pertinents pour les différentes échelles de territoires** qu'ils représentaient (Pays, Conseil Général, Communauté d'agglomération, villes...) : une quarantaine d'indicateurs ont été repris du référentiel d'évaluation.

Ce travail doit se poursuivre pour identifier les modes de calculs et de renseignements des indicateurs mais également les mutualisations possibles en termes d'acquisition de données notamment.

Ce groupe évoluera vers un "comité territorial de développement durable", un lieu de mutualisation de compétences, en termes de connaissance, échanges d'expériences, outils, diffusion auprès des autres acteurs... La question de l'évaluation fera partie des travaux de ce Comité.

D'autres actions de diffusion de la culture de l'évaluation seront menées à travers un programme ambitieux de sensibilisation/formation que nous allons déployer, à partir d'octobre 2010, en direction de l'ensemble des territoires et des acteurs locaux, en partenariat avec l'AFNOR.

Si la participation de ces différents acteurs au recueil de données semble être une solution pertinente, comment faire pour mettre en musique cette mutualisation ?

Difficultés

Le travail de mutualisation autour des indicateurs nécessite des compétences techniques diverses. Il se réfléchit en fonction des moyens dont les uns et les autres disposent, du contexte partenarial et technique. S'il permet d'économiser beaucoup de temps une fois les partenariats en place et les missions de chacun clarifiées, il est énergivore au démarrage.

Le point de vue de...

Sébastien KEIFF, chargé de mission démocratie participative, Conseil général de Gironde

La réflexion sur la mise en place d'une gouvernance territoriale de l'évaluation est le fruit du test du référentiel national, à la fois à l'échelle du travail mené au sein du Conseil général, mais aussi à travers le groupe de travail girondin animé depuis 3 ans sur l'évaluation. L'objectif de ces différents groupes était, dès le départ, de coordonner les détenteurs de données (INSEE, CAF, MSA, DREAL, collectivités) mais également d'autres partenaires (universitaires,...) afin de répondre à deux commandes :

- connaître toutes les données disponibles : quels sont acteurs qui disposent de données, à quelles échelles sont-elles disponibles ?
- favoriser l'émergence d'un tronc commun d'indicateurs, permettant de mutualiser le recueil de données, mais aussi leur interprétation et leur analyse : que veut dire l'indicateur ? Quelle valeur lui accorde-t-on ? Quelle vision collective reflète-t-il ? Comment nous situons-nous (benchmark) ? Que visons-nous à l'avenir ?

Cette expérimentation a permis de donner du corps à ces objectifs et de mettre en exergue certains points très positifs :

- la mutualisation permet d'être **force de négociation** auprès des détenteurs de données parfois difficilement accessibles ;
- il apparaît souvent un manque de données de base qu'il faut combler. Certaines nécessitent une investigation sur le terrain qu'une **enquête partagée** permet d'optimiser ;
- l'exercice a permis une **acculturation** à l'évaluation. Les collectivités qui n'avaient pas d'attente vis à vis de ce groupe au départ sont de plus en plus nombreuses à participer aux ateliers de travail ;
- un vrai intérêt pour le **rendu compte des politiques publiques** s'est fait jour, avec des arguments **quantifiés**, intérêt dû certes au contexte actuel favorable à l'évaluation des politiques publiques, mais également conforté par une demande explicite des habitants ;
- une **appropriation** de l'ensemble **de l'existant** en matière d'indicateurs : même si le référentiel a servi de base, il a permis de révéler d'autres indicateurs traités dans d'autres référentiels, voire des particularités du territoire girondin à prendre en compte.

Enfin des réflexions ont émergé sur la méthode de construction de certains indicateurs nécessitant des outils particuliers, sur la nécessité pour l'animateur de la démarche d'avoir une certaine technicité (recul, neutralité, facilitation), et également sur la **nécessaire prise en compte** de la question de l'évaluation **dès l'amont du projet**.

Atouts

Un tel travail de mise en commun de données et d'indicateurs constitue une bonne occasion de mise en cohérence entre projets portés à diverses échelles territoriales. Il favorise également la diffusion, parmi les acteurs locaux, d'une culture commune sur le développement durable et sur l'évaluation.